



La CGT, la FSU et Solidaires refusent qu'un nouveau pas soit franchi vers la paupérisation généralisée de la population française : toutes et tous en grève le 29 septembre !

Le gouvernement ne souhaite pas mettre en œuvre les mesures nécessaires pour faire face au renchérissement spectaculaire des prix de nombreux produits de première nécessité (alimentation, hygiène et santé, énergie...). Au lieu de prendre acte de la faiblesse des rémunérations en France, érodées par plusieurs décennies de « modération salariale », le pouvoir macroniste se contente de quelques chèques et ristournes qui ne feront que retarder la paupérisation d'une grande partie de la population française dans les prochains mois.

Face à une inflation qui atteint les 6% et pourrait bien dépasser 8% d'ici la fin de l'année 2022, le gouvernement ne consent qu'à des revalorisations de 4% des pensions de retraite et des prestations sociales, et de 3,5% de la valeur du point d'indice dans la fonction publique. En d'autres termes, il fait délibérément porter sur les salarié-es du privé et du public, sur les retraité-es et les bénéficiaires des mécanismes de protection sociale les effets des crises économiques, énergétiques et climatiques en cours.

Dans le même temps, les milliards s'amoncellent dans les portefeuilles des actionnaires, et ce dans des proportions inédites, preuve de la confiscation toujours croissante de la richesse produite par les détenteurs de capitaux. Pourtant, le gouvernement n'entend pas toucher à cette manne. Au contraire, il fait le choix de délabrer encore davantage les systèmes de protection sociale en asséchant le financement de la sécurité sociale par la multiplication des exonérations de cotisation et en restreignant encore l'accès à l'assurance chômage !

Tandis que d'autres pays européens s'engagent dans la taxation des superprofits des entreprises du secteur énergétique, le gouvernement poursuit au contraire sa politique fiscale qui assèche les comptes de l'Etat au profit des grandes entreprises, tout en communiquant sur les économies d'énergie que devront opérer des populations qui peinent déjà à se chauffer ! L'indécence est ici à la mesure de l'urgence de la situation.

A l'heure où la nécessité d'une bifurcation écologique s'est manifestée sans contestation possible tout au long de l'été, il n'est pas acceptable que le gouvernement encourage l'accroissement sans limite des dividendes et refuse toute hausse des revenus, des pensions et des salaires. A l'heure où tant de françaises et de français vont devoir arbitrer entre se nourrir ou se chauffer, il n'est pas acceptable que le gouvernement envisage pour l'automne prochain de nouvelles dégradations de l'assurance chômage, du RSA et des systèmes de retraite.

C'est pourquoi la CGT, l'Union syndicale Solidaires et la FSU appellent dès à présent l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, des retraité·es et des étudiant·es à une journée de grève interprofessionnelle le jeudi 29 septembre.

**Grève et manifestation le 29 septembre :**

**- à Pau, 10h30, Place Verdun**

**- à Bayonne, 10h30, Place Ste Ursule**